



HAL
open science

Introduction

Simona Tersigni, Chantal Crenn

► **To cite this version:**

Simona Tersigni, Chantal Crenn. Introduction. *Hommes & migrations*, 2013, Migrations et mondes ruraux, 1301, p. 7-8. 10.4000/hommesmigrations.1894 . hal-02173526

HAL Id: hal-02173526

<https://hal.parisnanterre.fr/hal-02173526>

Submitted on 15 Nov 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Introduction (Chantal Crenn et Simona Tersigni)

Le champ des migrations internationales et des relations interethniques en France s'est largement construit à partir des années 1970 dans le cadre de la sociologie du travail, en référence à des ouvriers vivant en milieu urbain. Or, sans nier le postulat selon lequel les migrations internationales touchent davantage les villes, les contextes ruraux européens ont tout de même connu l'immigration pendulaire d'ouvriers agricoles, puis le regroupement familial d'une partie de ceux-ci. Aujourd'hui encore, des migrants ou des travailleurs détachés dans le cadre de la prestation de service internationale continuent d'arriver. Aussi, ce nouveau dossier paru dans la revue *Hommes et Migration* souhaite éclairer ces figures de migrant-e-s dont l'invisibilité sociale relève à la fois de la structuration de la figure ouvrière dans l'industrie urbaine et dans la grande industrie tout autant que de la partition urbain/rural qui s'est imposée dans les années 1960.

L'hégémonie de la figure urbaine des migrants

L'ouvrier de l'industrie manufacturière apparaît plus particulièrement propice à l'éclosion d'une conscience ouvrière au XIX^{ème} siècle, tandis que les salariés insérés dans un bassin rural de recrutement ont été longtemps associés à une "naturelle et volontaire" soumission. De plus, si on tient compte de la structuration des études africaines, la place des études de "terroir" (Crenn *et al.*, 2004) "reflète une partition de la recherche telle qu'elle s'est opérée au début des années 1960 sous les directions contigus de Georges Balandier et de Gilles Sautter. [...] Alors que Georges Balandier avait choisi les villes comme terrains privilégiés pour observer les changements sociaux et politiques, Gilles Sautter prit en charge le domaine des études rurales sur des terrains africains." (Hazard, 2010 : 509).

Dans le champ de l'anthropologie émergeant en Occident dans les années 1980, les mondes ruraux¹ ont été mis dans l'ombre au profit des villes et des banlieues, tandis que l'anthropologie exotique, du moins africaniste, a elle-même laissé l'analyse des systèmes agraires aux études rurales et à la géographie tropicale.

¹ Alors que les découpages territoriaux produits par l'INSEE ne cessent d'entériner la fin d'un monde, prendre pour objet la ruralité des rapports sociaux peut sembler passéiste. En l'occurrence, la référence à la ruralité renvoie à des formes de contrôle social à l'œuvre dans le cadre des rapports salariaux inscrits dans des « systèmes globaux » au sens de Jonathan Friedman (2013 entre autres). Le terme de ruralité est ici conçu dans sa relation à l'urbanité comme un *continuum*. Toutefois, sans être forcément uniquement agricole, la particularité des territoires ruraux s'impose en termes de bassin d'emploi et par une quotidienneté d'interconnaissance coupée des grandes métropoles.

Dans ce cadre, comme le souligne Benoit Hazard (2010 : 510), “la recherche sur les mobilités et les migrations, alors assimilées à des phénomènes urbains, ne pouvait apparaître comme une dynamique constitutive des terroirs, puisque ceux-ci étaient envisagés sous l’angle de leurs déterminations dans des structures agraires”. En effet, les analyses de Pierre Bourdieu et Abdelmalek Sayad (1964) décrivant la fin du paysannat dans le contexte des déplacements forcés, des évacuations et des regroupements systématiques des populations rurales dans les centres construits par les colonisateurs français dans l’Algérie coloniale, ont imprégné à la fois les études rurales et la recherche sur les mouvements migratoires. Ainsi, la logique de la “déculturation” et des changements culturels radicaux a conduit les spécialistes des migrations, depuis les années 1980-1990 à se centrer sur des contextes urbains, lieux considérés comme centraux des sociétés industrielles notamment (Althabe, Fabre, Lenclud 1992). De plus, en France, depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale, l’économie et les savoir-faire des exploitations agricoles occupaient tous les esprits, soit en termes de modernisation², soit en termes de conservation de la mémoire d’un monde en train de disparaître (Althabe, 1997). Dans cette lente émergence des analyses des phénomènes migratoires en milieu rural, le contexte politique général quant à la prise en compte de l’immigration dans la construction de l’ensemble national français est aussi très influent. Jusqu’aux années 1980, les « immigrés » étaient considérés comme des “oiseaux de passage”, présents uniquement pour vendre leur force de travail. Les ouvriers agricoles saisonniers n’échappaient pas à cette perception française de l’immigration. Vécue comme temporaire, leur présence n’a pas suscité l’intérêt des élus, ni celui des journalistes, ni celui des chercheurs. Les migrants recrutés en tant qu’ouvriers agricoles ou, plus récemment, comme ouvriers des industries agro-alimentaires ont donc été longtemps négligés par la recherche en France, à quelques exceptions près. Du reste, c’est d’une manière plus générale que les mondes ruraux ont été oubliés et faussés dans les regards apportés par les sciences sociales. Ainsi, maints historiens³ ont repris à « nouveaux frais la question des migrations en milieu rural au XIX^e siècle, montrant qu’elles ne peuvent être comprises à la seule lumière d’un « exode rural » conçu comme un mouvement vidant irrémédiablement les campagnes ; car cette notion qui dénie ainsi aux campagnes tout rôle actif ou attractif, toute vitalité, ne rend nullement compte de leur capacité d’évolution endogène »⁴. On pourra s’interroger longtemps sans trouver de réponses définitives aux questions suivantes : est-ce (en dehors des questions

² L’exemple de la Bretagne est très significatif à ce niveau, voir notamment Layadi Renaud (2004).

³ Pour une relecture des mobilités dans les campagnes au XIX^e siècle en Europe, voir Paul André Rosental (1991) ainsi que Paul-André Rosental (1999), Laurence Fontaine (1996) ainsi que Caroline Douki (2001-2).

⁴ Caroline Douki, *id.* p. 194.

liées aux contextes historiques) parce que les chercheurs sont essentiellement des urbains et qu'ils concentrent leur attention sur les espaces qu'ils fréquentent ? Est-ce encore parce que le monde rural est particulièrement jugé en France comme reflet du passé, de l'authenticité, du « terroir » (Crenn, Démoissier, Téchouères, 2004) rendant difficile l'expression de toute forme de cosmopolitismes réservées à la ville ? Pourquoi, en revanche, en Italie, en Espagne, le journalisme social, le syndicalisme ainsi que les sciences sociales se focalisent autant sur les conditions de travail et sur les luttes des migrants dans des petites communes telles Villa Literno, Rosarno, Sardo' ou dans celles qui se trouvent entre Huelva et Palos, au point que les noms de ces villages incarnent désormais l'exploitation et le non-respect des droits humains ?

Des mondes ruraux traversés par des enjeux très actuels

Aussi, en dépit du pronostic relatif à la « fin des paysans » émis dans le cadre de la sociologie rurale à la fin des années 1960⁵ et d'une focalisation de la sociologie des migrations sur les contextes urbains jusqu'aux années 1980-1990, différents chercheurs – plutôt engagés – ont progressivement élargi les enquêtes sur le péri-urbain et sur des contextes français proprement ruraux (Berlan 1986, Morice 2005, Crenn 2006, Morice et Potot 2010). On peut toutefois noter que la revue *Hommes et Migrations* aura été une des premières à publier, sous la houlette de Jacques Barou, dès la fin des années 1980, un numéro concernant les Portugais en Auvergne. Pourtant, dans les années 1980, les migrations venues du Sud de l'Europe commençaient à être assez anciennes pour être considérées comme « patrimoine » rural. A la même époque, tout particulièrement dans le Midi de la France, mais dans une toute autre logique que les travaux concernant les migrants du Sud de l'Europe, quelques recherches ont commencé à analyser le recours à des saisonniers étrangers pour combler les besoins en main d'œuvre (Berlan, 1986). L'attention portée sur la région PACA n'est pas due au hasard. Ici, avec l'implantation de cultures intensives de primeurs dans les années 1960-1970, puis avec la mise en concurrence des bassins de productions du monde entier (OMC), une histoire particulière avec l'immigration de saisonniers étrangers venus d'Afrique du Nord s'est développée jusqu'à susciter l'intérêt des chercheurs les plus militants. En effet, c'est un lieu d'où est parti un collectif de défense des travailleurs étrangers donnant de la visibilité aux enjeux économiques locaux et internationaux. A l'instar des travaux de Jean-Pierre Berlan (1986 ; 2009), ces recherches s'ancrent résolument dans une sorte de nécessaire dévoilement

⁵ C'est en 1967 qu'Henri Mendras, grand sociologue du monde rural, a avancé cette thèse compte-tenu du poids de l'industrialisation, de l'exode rural, et plus globalement de la mutation économique et sociale des sociétés. Cf. Thierry Pouch (2012).

d'un système économique agricole libéral et mondialisé, favorisant des conditions de vie extrêmement précaires pour les travailleurs agricoles migrants ainsi qu'une absence de respect du droit. Au croisement des politiques agricoles et des politiques migratoires européennes, un processus d'harmonisation par le haut a donc fabriqué un statut juridique d'ouvrier agricole qui mérite d'être interrogé plus particulièrement dans le contexte de l'Union européenne, des pays qui viennent de la rejoindre et de ceux qui s'apprêtent à la rejoindre ou qui en sont les candidats depuis longtemps comme la Turquie. Bien que l'on ne soit pas dans la même histoire migratoire en France, en Espagne et en Italie, ni dans le même âge d'immigration dans les différents pays qui ont, de ce fait, des politiques différentes sur les migrations temporaires, la volonté européenne d'avoir une approche globale et commune des migrations s'est affirmée clairement depuis plus de dix ans. L'Union européenne fait, depuis environ l'année 2000, la promotion des migrations temporaires de travail finançant par des programmes, tels notamment Aeneas, des essais concrets de mise en oeuvre de migration circulaire. Ces programmes s'appuient sur un Livre vert produit par la commission européenne en matière de migrations circulaires et partenariat pour la mobilité⁶. En effet, « la communication de la Commission européenne relative aux migrations circulaires et aux partenariats pour la mobilité de mai 2007, qui vise à encourager les migrations temporaires de travail, insiste sur la nécessité de renforcer la mobilité entre l'UE et les pays tiers, suggérant de mieux l'adapter aux besoins de main-d'œuvre de l'Union par des partenariats avec les pays et régions d'origine et de transit. Le rapport 2008 de l'Office international des migrations relève que, si elle est bien gérée, la migration des travailleurs du Sud sera un facteur de croissance pour les pays en développement et les pays les moins avancés » (Mésini, 2009). En se greffant sur les zones d'économie agricole souterraine des nouveaux pays d'immigration tels que l'Espagne et l'Italie, ces programmes permettent de légaliser ce qui, hier encore, demeurait dans l'ordre de l'informel (Souchard et Tersigni 2011). Par ailleurs, comme le montre Emmanuelle Hellio dans sa contribution à ce numéro de la revue, à partir de 2000, la *contratacion en origen* a fonctionné comme un moyen de légaliser le recours à la main-d'œuvre étrangère qui se pratiquait auparavant en embauchant des sans-papiers en transit dans la roue saisonnière. Cette légalisation ne pose pas moins question en ce qui concerne le statut des individus concernés.

⁶ Communication de la Commission européenne relative aux migrations circulaires et aux partenariats pour la mobilité entre l'Union européenne et les pays tiers COM(2007) 248.

La question des conditions économiques et politiques qui font perdurer les migrations temporaires dans les espaces ruraux renvoie à une dimension juridique qui ne peut être ignorée. Il s'agit des accords bilatéraux qui continuent d'exister aujourd'hui entre des pays membres de l'UE et des pays européens de l'ancien bloc soviétique, mais également avec des pays africains lesquels sont au centre des politiques d'externalisation des frontières et de l'asile politique. Ainsi, les politiques migratoires et les politiques agraires de l'UE construisent un paysage de contraintes considérables qui laissent peu de place pour les choix et les projets individuels de ces migrants, saisonniers, détachés ou intérimaires de la prestation de service transnationale.

Des mondes ruraux entre rationalisation et mondialisation des échanges : une permanence

Faudrait-il rappeler que les économies rurales ont, dès le XVI^{ème}, eu recours à l'importation massive d'esclaves pour la mise en valeur des plantations du Nouveau Monde ? Ces migrations accompagnaient le développement d'une économie capitaliste (Mintz, 1986) et une première forme de « rationalisation » de l'emploi, nécessitant la réduction des ouvriers à leur force de travail. L'article de Philippe Hanus dans le cadre de l'économie forestière de montagne vient rappeler qu'au XIX^e la présence de migrants était nécessaire à la pérennité de cette économie peu connue. Outre l'objectif de mettre en lumière la place centrale, pas seulement économique, qu'ont occupée et qu'occupent encore les migrations dans les mondes ruraux, ce numéro d'*Hommes et Migrations* vise également à mettre en évidence combien les mondes ruraux restent résolument ancrés dans les logiques et les besoins de nos sociétés mondialisées et globalisées (au sens d'une variable d'ajustement structurel). Par exemple, on l'a vu, la migration de l'Europe du Sud n'est pas la seule à occuper les territoires ruraux en France et pas plus que celle venant d'Afrique du Nord, comme le montrent plusieurs articles du dossier (Mésini, Tersigni et Souchard). De la même manière, dans les nouveaux pays d'immigration comme l'Espagne et l'Italie, de nombreux saisonniers originaires d'Afrique du Nord, d'Afrique Sub-saharienne, des pays de l'ancien bloc soviétique et d'Amérique latine, travaillent pendant des saisons de neuf mois à la cueillette des fruits et légumes (Zeneidi, Hellio, Filhol, Perrotta et Sacchetto). Finalement, ce que nous montrent tous les articles recueillis dans ce dossier c'est que l'internationalisation de la main d'œuvre agricole est encore, plus que jamais, la règle partout dans le monde et particulièrement dans l'Union Européenne (Mésini, Hellio, Tati, Tersigni et Souchard, Villagomez et Santos). L'article de Swanie Potot permet, au sujet de l'internationalisation de la main d'oeuvre, d'élargir la focale en tenant compte dans l'analyse du pays d'émigration, en l'occurrence la Tunisie. Elle montre

combien la migration constitue, loin des discours actuels sur les supposés apports des migrants au développement local, “un développement de la dépendance envers un dispositif précaire”. En effet, outre la permanence de l’internationalisation de la main d’oeuvre, on constate la revalorisation des migrations temporaires laissant de côté les saisonniers traditionnels ou encore le ciblage de groupes socialement et politiquement minorisés comme les Kurdes dans la cueillette des noisettes en Turquie (Aslan).

Des migrations temporaires encadrées plus protectrices ?

La remise au goût du jour des migrations temporaires a lieu en Europe (Castles 2006) comme aux Etats-Unis, au Canada et ailleurs (Basok 2002, Encalada et Preibisch 2010), particulièrement pour ce qui est de l’agriculture dans le cadre de ce que Geiger et Pécoud (2010) nomment les politiques de management des migrations internationales[1]. De nombreuses études (Hellio 2008a et 2008b ; Redondo Toronjo 2008 ; Arab 2009 ; Mésini 2009) ont montré que les programmes légaux de migrations temporaires ne sont pas protecteurs et mettent également le travailleur en situation de vulnérabilité. Les contrats OMI en France (Morice 2008, Morice et Michalon 2008, Decosse 2011) et la *contratación en origen* en Espagne peuvent participer à rendre la main-d’oeuvre encore plus captive, et encore plus adaptée à la dérégulation du secteur agricole que l’embauche de sans-papiers. Dans ces marchés du travail spécifiques, la caractéristique des programmes de migrations temporaires est d’offrir aux employeurs la possibilité de mettre les travailleurs en compétition sur la base du statut juridique, de la nationalité, du genre (Collins 1995), comme le montre également Emmanuelle Hellio dans ce dossier.

Parmi les caractéristiques de ce modèle agricole et de ses mobilisations de main-d’oeuvre, la menace qui pèse sur ces migrations temporaires dans l’agriculture, que l’on peut qualifier de “délocalisation sur place” (Terray 1999), est la délocalisation tout court des grandes fermes et des multinationales agricoles avec le développement de ces emplois précaires dans les pays tiers pour l’Europe ou au Mexique et, plus au Sud, pour le Canada ou les Etats-Unis, comme le montrent les recherches de Juana Moreno Nieto (2009).

L’article de Djémila Zeneidi au sujet des femmes marocaines embauchées dans le Sud de l’Espagne en témoigne. Dans ce cadre, elle évoque les conditions de vie extrêmement difficiles dans lesquelles vivent les ouvrières marocaines – elles sont parquées, sans déplacements ni vie affective possibles –, de manière à entériner la conviction patronale selon laquelle ces saisonnières rentreront au pays. Zeneidi évoque un monde rural vécu par les

employeurs « comme un écosystème à protéger de la menace de l'installation permanente des migrants ». La féminisation des embauches, du fait de la prétendue docilité des femmes et de leur retour inévitable à cause du lien maternel conçu comme inaliénable, pose également question. Les ouvrières agricoles sont doublement minorisées, encore plus déconsidérées que les hommes, et sont souvent mal logées, parfois réduites à la prostitution, mais en tout cas dépourvues de droits acquis pour d'autres femmes en termes de congé de maternité (Tati, Zeneidi).

En Bretagne, la délocalisation des entreprises qui embauchent de manière temporaire les salariés des usines de l'industrie agro-alimentaire amène aussi une certaine forme de désengagement et de déresponsabilisation des acteurs de la production. La dimension "temporaire" rendue légalement possible par la présence sur le marché du travail des entreprises intérimaires internationalisées, dépolitise la présence de travailleurs étrangers réduits à leur plus simple fonction (corps-travailleur) comme du temps des premières migrations post-coloniales. Comment, dans ces cas très différents, faire respecter les règles minimales en matière du droit du travail ou tout simplement du droit humain, alors que les contradictions qui traversent le syndicalisme conduisent souvent à mettre l'accent sur la concurrence « malhonnête » des étrangers et sur le déficit d'intégration à partir notamment du manque de maîtrise de la langue française pour les travailleurs saisonniers, détachés à l'international ?

Des relations sociales rurales hiérarchisées où naissent des capacités d'action et de revendications

Plusieurs textes de ce dossier évoquent l'installation sur le long terme de familles de migrants, la création de réseaux d'interconnaissances locaux qui ont ouvert la voie de revendications salariales, voire citoyennes des ouvriers agricoles (Crenn, Decosse, Villagomez et Santos Gomez). Ces dernières années, aux Etats-Unis, l'installation de migrants, en raison de l'émergence d'une agriculture californienne diversifiée nécessitant une main d'œuvre nombreuse et permanente, a modifié, comme dans de nombreux villages du Sud-Est et du Sud-Ouest, la structuration sociologique des villages. Yanga Villagomez et Hugo Santos Gómez se demandent comment va désormais évoluer l'organisation sociale et politique de cette Amérique californienne, « blanche » et rurale, encore récemment tournée vers une main d'œuvre temporaire, écartée des lieux de citoyenneté mais qui, désormais, se retrouve à occuper ces mêmes lieux de décisions.

Même dans la précarité la plus extrême, dans des situations d'éloignement des centres urbains et en l'absence de titres de séjour, les migrants tentent de trouver des oreilles attentives à leur détresse. Domenico Perrotta et Devi Sacchetto ou Romain Filhol montrent comment, en Italie, des tactiques sont mises en place par les migrants eux-mêmes pour dénoncer le système d'exploitation dans lequel ils sont pris. Par l'analyse des allers-retours à l'intérieur du Brésil (Maciel), ou en évoquant le refus de travailler au service de certains patrons en Espagne (Hellio), sont mis en avant les contournements quotidiens et les arrangements au long cours visant à retourner de manière positive des situations vécues comme aliénantes. La figure de l'urbain ou de l'intellectuel, comme le montre Frédéric Decosse, pouvant servir de ressources symboliques dans l'action. Sans vouloir développer une vision naïve de la réalité agricole contemporaine dans ce dossier, l'exemple indonésien étudié par Stéphanie Barral dans le cas des plantations de palmier à huile montre à quel point un plafond de verre empêche l'ascension des anciens migrants et de leurs enfants qui doivent se déplacer ailleurs lorsque l'économie locale se réorganise. De la même manière, dans le Sud Ouest de la France, Chantal Crenn évoque, au moment de leur ancrage dans le territoire viticole et de la globalisation économique du secteur, le racisme affiché vécu par les ouvriers agricoles dits « marocains » puis par leurs enfants (qui revendiquent une certaine forme d'égalité), tout en montrant leur agentivité. En effet, ces ouvriers saisonniers « traditionnels » sont concurrencés par d'autres « immigrés » plus dociles, « moins chers », comme les Roumains, les Polonais, les Espagnols. L'arrivée de ces derniers, consécutive au renforcement de l'internationalisation des marchés viticoles à la paupérisation des classes populaires en général, a contribué à la dégradation des conditions de travail au sein du secteur agricole et à l'émergence de tensions raciales. Béatrice Mésini et Swanie Potot appuient également ce constat révélant combien le système de recrutement des ouvriers agricoles temporaires est désormais l'objet de profonds changements desservant les saisonniers « traditionnels » et d'une manière générale « le monde paysan ». Cet éclairage mondial sur les mondes ruraux révèle avec force les conceptions idéologiques et économiques qui les traversent et les rendent interdépendants les uns des autres, au profit de quelques-uns. Puisqu'en « rétablissant les connexions continentales et intercontinentales, que les historiographies nationales ont escamoté en imperméabilisant leurs frontières » (Douki et Minard, 2007), on voit mieux les mutations économiques et sociales dans lesquelles les contextes ruraux jouent encore aujourd'hui un rôle primordial tantôt en lien avec la ville, tantôt en pleine rupture, il serait périlleux de fétichiser le potentiel de révolte et de protestation propre aux ouvriers « allogènes » qu'ils soient agricoles ou employés dans les industries agro-alimentaires (même si cela a pu exister comme l'a montré Frédéric

Decosse, 2011). En effet, dans le sillage des travaux de Lucien Lefebvre (1924), spécialiste de la révolution française ayant découvert l'existence d'un mouvement paysan autonome, d'autres historiens, qui ont étudié la « guerre des farines » de 1775 en région parisienne (Rudé, 1956) ou les émeutes des ouvriers agricoles de 1830 en Angleterre (Hobsbawm et Rudé, 1968) ont analysé ces tentatives de résister au triomphe complet du capitalisme agraire comme étant également des protestations « incapables de donner une expression centralisée à leurs aspirations et à leurs besoins » (*idem*). Selon Hobsbawm et Rudé (1968), les ouvriers agricoles britanniques de la première moitié du XIX^e siècle, tout en étant porteurs d'un conflit de classe avant la lettre, sont restés prisonniers d'une « utopie révolutionnaire primitive » qui les aurait conduits, non pas à viser la destruction de l'ancien système social, mais à restaurer leurs propres droits coutumiers à l'intérieur de ce dernier. En revanche, aujourd'hui, une fibre révolutionnaire est hâtivement projetée par les commentateurs et chercheurs sur les migrants des mondes ruraux, alors que beaucoup d'entre eux ne rêvent que de pouvoir accéder, du moins en France, à un emploi stable dans l'industrie, automobile en particulier (Souchard et Tersigni, 2010). Il n'en reste pas moins que les conséquences de ces logiques d'action s'articulent avec des enjeux qui touchent à présent les mondes ruraux et concernent également le contenu de nos assiettes, sur lequel « l'humanité » se trouve ici largement questionnée.

TEXTES CITES

ALTHABE Gérard, FABRE Daniel, LENCLUD, Gérard, *Vers une ethnologie du présent*, Editions de la MSH, Paris, 1992

ARAB Chadia, « Les Marocaines à Huelva sous “contrat en origine” : partir pour mieux revenir », *Migrations Société*, n°125, pp. 175-190, 2009

BASOK Tanya, *Tortillas and Tomatoes: Transmigrant Mexican Harvesters in Canada*, McGill-Queen's University Press, Montréal, 2002

BERLAN Jean-Pierre, « L'agriculture méditerranéenne de la France : dynamiques et contradictions », *Économie rurale*, n°153, pp. 42-49, 1983

BERLAN Jean-Pierre, « Dynamique d'intégration dans l'agriculture provençale », *Études rurales*, n° 135-136, pp 151-160, 1994

- BOURDIEU Pierre, SAYAD Abdelmalek, *Le déracinement*, Éd. de Minuit, Paris, 1964
- CASTLES Stephen, *Back to the future? Can Europe meet its labour needs through temporary migration?* Working paper, International Migration Institute, University of Oxford, 2006
- COLLINS Jane, « Gender and cheap labor in agriculture », in McMichael Ph., (ed.), *Food and agrarian orders in the world economy*, Praeger, Westport, Ct., p. 217-232, 1995
- CRENN Chantal, « Normes alimentaires et minorisation ethnique : discours et pratiques de femmes originaires du Maroc (vignoble bordelais) », *Journal des anthropologues* (Des normes à boire et à manger. Production, transformation et consommation des normes alimentaires), n°106-107, pp. 123-144, 2006
- CRENN Chantal, DEMOSSIER Marion, TECHOUEYRES Isabelle, « Wine and Globalisation : foreword », *Anthropology of food*, vol. 3, décembre, 2004: <http://aof.revues.org/308>
- DOUKI Caroline, « Le territoire économique d'une région d'émigration : campagnes et montagnes lucquoises, du milieu du XIX^e siècle à 1914 », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n°48-2, pp. 192-246, 2001-2
- DECOSSE Frédérique, *Migrations sous contrôle. Agriculture intensive et saisonniers marocains sous contrat OMI*, Thèse de sociologie (EHESS), sous la direction d'Annie Thébaud-Mony, 2011
- DOUKI Caroline et MINARD Philippe, « Histoire globale, histoires connectées : un changement d'échelle historiographique ? » Introduction, *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 5, n° 54-4bis, pp. 7-21, 2007
- ENCALADA Evelyn, PREIBISCH Kerry, « The other side of 'El Otro Lado': Mexican migrant women and labor flexibility in Canadian agriculture », Special issue on Women in Agriculture, *Signs: Journal of Women in Culture and Society*, vol. 35, n°2, pp. 289-316, 2010
- FONTAINE Laurence, « Gli studi sulla mobilità in Europa nell'età moderna : problemi e prospettive di ricerca », *Quaderni storici*, n°93, pp. 739-756, 1996

FRIEDMAN Jonathan Friedman, « Remettre la mondialisation à sa juste place », in Caillé Alain et Dufoix Stéphane, eds., *Le tournant global des sciences sociales*, Paris, La Découverte, pp. 263-287, 2013

GEIGER Martin, PÉCOUD Antoine (eds.), *The politics of international migration management*, vol. 1, "Migration, minorities and citizenship", Palgrave Macmillan, New York, 2010

HAZARD Benoit, « Réinventer les ruralités. La diaspora burkinabé en Italie dans la reconfiguration des territoires ruraux : l'exemple de Beguedo », *Cahiers d'études africaines*, n° 198, 2010

HOBBSAWM Eric et RUDÉ George, *Captain Swing*, New York, Pantheon Books, 1968

HELLIO Emmanuelle, « Importer des femmes pour exporter des fraises (Huelva) », *Etudes rurales*, vol. 2, n° 182, pp. 185-200, 2008a

HELLIO Emmanuelle, « Des mains délicates pour des fraises amères », *Plein droit*, vol. 3, n° 78, pp. 34-38, 2008b

HELLIO Emmanuelle, « Saisonnières à la carte : flexibilité du travail et canalisation des flux migratoires dans la culture des fraises andalouses », *Cahiers de l'Urmis*, n°14, 2013

LEFEBVRE Georges, *Les paysans du Nord pendant la Révolution française*, Lille, O. Marquant, 1924 (rééd Armand Colin, 1972)

MORICE Alain, « Les saisonniers agricoles en Provence : un système de main-d'œuvre », in GISTI, *Immigration et travail en Europe Les politiques migratoires au service des besoins économiques* [Actes de la journée du 21 mars 2005], pp. 17-26, mai 2005

LAYADI Renaud, *La région stratège : le développement durable, un projet pour la Bretagne*, PUR, Rennes, 2004

MESINI Béatrice, « Enjeux des mobilités circulaires de main-d'œuvre : l'exemple des saisonniers étrangers dans l'agriculture méditerranéenne », *Méditerranée* 2, n°113, pp. 110, 2009

MORENO NIETO Juana, « Los contratos en origen de temporada: mujeres marroquíes en la agricultura onubense », *Revista de Estudios Internacionales Mediterráneos*, n° 7, pp. 58-78, 2009

MORICE Alain, « Quelques repères sur les contrats OMI et ANAEM », *Études rurales*, vol. 2, n°182, pp. 61-68, 2008

MORICE Alain et MICHALON Bénédicte, « Les migrants dans l'agriculture : vers une crise de main-d'oeuvre ? », Introduction, *Études rurales*, vol. 2, n°182, pp. 9-28, 2008

MORICE Alain, POTOT Swanie (eds.), *De l'ouvrier immigré au travailleur sans papiers. Les étrangers dans la modernisation du salariat*, Karthala, Paris, 2010

MINTZ Sidney, *Sucre blanc, misère noire. Le goût et le pouvoir*, Nathan, Paris, 1991

POUCH Thierry, « La terre : une marchandise ? Agriculture et mondialisation capitaliste », *L'Homme et la société*, vol. 1, n° 183-184, pp. 9-13, 2012

REDONDO TORONJO Dolores « Les «contrats en origine» dans la production intensive des fraises à Huelva », *Etudes rurales* 2, n° 182, pp. 169-184, 2008

ROSENTAL Paul André, «Paure e statistica : l'esodo rurale è un mito? », *Quaderni storici*, n° 78, pp. 845-873, 1991

ROSENTAL Paul André, *Les sentiers invisibles. Espace, familles et migrations dans la France du XIXe siècle*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1999

RUDE' George, «La taxation populaire de mai 1775 à Paris et dans la région parisienne», *Annales historiques de la Révolution française*, n°28, 1956

SOUCHARD Nadine, TERSIGNI Simona (et avec la coll. de R. Queré), « Les discriminations en matière d'emploi et de formation dans les industries agro-alimentaires bretonnes », réalisé dans le cadre du Diagnostic territorial stratégique ACSE' (Marché ACSE 2009 — Lot 2 — SELD 0330, décembre 2010

SOUCHARD Nadine, TERSIGNI Simona (et avec la coll. de Franck Sanselme), « Incises de la globalisation dans l'agroalimentaire breton. Les dérives racisantes au cœur de la

délocalisation' des travailleurs », rapport effectué dans le cadre de la convention n °350311 08 DS01R05 88 (Collège Coopératif en Bretagne et Acsé-Bretagne), janvier 2011

TERRAY Emmanuel, « Le travail des étrangers en situation irrégulière ou la délocalisation sur place », in E. Balibar, M. Chemillier-Gendreau, J. Costa-Lascoux, E. Terray (eds.), *Sans papiers : l'archaïsme fatal*, La Découverte, Paris, 1999